

**COUVRE FEU
COVID-19**

De 21h00 à 6h00



TRAVAILLE, CONSOMME, ET FERME TA GUEULE !

Après la désormais célèbre phrase « nous sommes en guerre », prononcée par Emmanuel Macron la veille du confinement, la rhétorique militaire fait son retour avec l'instauration d'un couvre-feu. À quand les tickets de rationnement ?

Le couvre-feu, qui est imposée dès samedi à **20 millions de personnes** est une mesure qui renvoie aux périodes de guerres. Dans le monde entier, dans divers contextes, le recours au couvre-feu est employé, uniquement lors de catastrophes naturelles ou de soulèvements de populations.

Pour l'instant... les habitants et habitantes de la plupart des grandes métropoles devront rester enfermés chez eux de 21H à 6H du matin au risque de se faire verbaliser, a minima, de 135 €. Dans l'immédiat, les grandes villes de la façade Atlantique, et de la Manche ne sont pas concernées, mais on a bien compris que ce couvre-feu, ou confinement partiel, avait pour vocation de s'étendre, et pourrait durer au moins jusqu'en décembre !

Sur le plan scientifique, c'est une absurdité totale, aucune cohérence dans les mesures annoncées !

D'après le gouvernement, le virus circule plus la nuit tombée que dans les transports en commun bondés qui mènent au travail. Il attaque dans les salles de cinéma, de sport, dans la rue, dans les restaurants mais uniquement après 21h00 et toute la journée dans les bars... Mais certainement pas, ou moins, dans la sphère du travail !

Nous le voyons bien avec ces annonces, c'est surtout une vision économique qui guide les décisions de Macron. Comme il l'a dit dans son intervention, mais aussi avant, « les Français doivent continuer à travailler ».

Dit autrement, vos loisirs, vos familles, sont moins importants que nos profits ! Parmi ces sorties les plus insolites : « nous devons maintenir une vie sociale mais en réduire les aspérités », Les aspérités étant donc tout ce qui est relatif aux sorties, à la fête, à la détente !

Autre absurdité, mais il n'en est pas à une près,

Macron dit interdire les rassemblements familiaux de plus de 6 personnes, mais dans la foulée, il maintient les cours dans des classes à plus de 30 élèves et des amphithéâtres avec plus de 100 élèves. Ceci vaut aussi pour les travailleurs, pour lesquels rien n'interdit les réunions de travail à plus de 6 personnes, ou de travailler dans des ateliers ou salles de contrôles à plus de 6...

Il insiste aussi lourdement sur la **nécessité d'intensifier le télétravail, mais pas pour protéger le travailleur, juste pour s'assurer que les travailleurs continuent de produire**, tout en les désocialisant, évitant ainsi tout échange qui pourrait les amener à réfléchir sur la situation actuelle et la politique menée.



suite



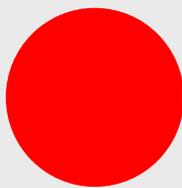
Si Macron n'aime pas les prolos, il n'aime pas non plus la jeunesse, car même s'il ose dire qu'il ne fait pas « de leçons à la jeunesse », et que « ce n'est pas facile d'avoir 20 ans aujourd'hui », c'est bien elle qui est aussi visée en lui interdisant de se réunir, et de s'amuser. Il oublie même que 34 % des étudiants n'ont pas les moyens de se payer une complémentaire santé et que 40 % d'entre-eux ne mangent qu'une fois par jour. Que va-t-il en être avec ces milliers d'étudiants qui ont perdu le « petit boulot » qui leur permettait de subsister ?

N'oublions pas que, lors des manifestations de ces dernières années, c'est la jeunesse qui a été entre autres, la cible des grenades et des tirs de LBD. C'est elle aussi qui est qualifiée de faindante, parcequ'il qu'il suffit de « traverser la route pour trouver du travail ».

Dans son discours, il va jusqu'à dire que « les plus précaires sont les premières victimes ». Mais passer du dire au faire, dès qu'il s'agit de social et de solidarité chez Macron, il y a un gouffre. Une enquête menée par "Médecins sans Frontières", "Épicentre" et "l'Institut Pasteur" a démontré que les populations précaires, et notamment les sans-abri, étaient particulièrement vulnérables face au Covid-19. C'est une double peine qu'elles subissent.

Non seulement les plus précaires sont davantage touchés par les conséquences économiques du Covid-19, mais ils présentent également un taux de surcontamination au virus supérieur au reste de la population.

Rien ne sert de pleurer sur la pauvreté de ses citoyens, si on n'y apporte pas des mesures concrètes et sérieuses.



Avec l'annonce du couvre-feu, Macron déroule sa stratégie répressive au nom de l'épidémie. En parallèle, des prévisions de coupes budgétaires pour les hôpitaux, moins 805 millions prévus dans le PLFSS 2021, 4 milliards d'euros au total sur l'offre de soins, il a privilégié les cadeaux à la police, prévoyant l'octroi de 320 millions d'euros, dont 15 pour les "nuiteux".

Cela fait des années que les personnels de santé, avec la CGT, alertent sur leurs conditions de travail, et sur l'état du service public de santé qui ne leur permet plus de répondre aux besoins et les met malgré eux, en situation de maltraitance des patients. Le gouvernement avait la possibilité depuis des mois d'investir massivement dans les capacités hospitalières, de réorganiser l'Éducation nationale pour limiter la contagion dans les écoles, universités et facultés, d'embaucher des soignants, pour éviter d'en arriver là.

TOUT CECI DÉCOULE BIEN D'UNE STRATÉGIE, D'UN CHOIX POLITIQUE DE CE GOUVERNEMENT LIBÉRAL, MAIS AUSSI DES PRÉCÉDENTS, D'UNE CASSE DE NOTRE MODÈLE SOCIAL ET SOLIDAIRE, ALORS QUE CETTE ANNÉE LA SÉCURITÉ SOCIALE, MISE EN PLACE PAR LA RÉSISTANCE, LES COMMUNISTES ET LA CGT, FÊTE SES 75 ANS.

